Ministère de l'éducation
Nationale

90 p

Process-Verbal

131311980

M.A./at
MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE
COMMISSION NATIONALE
RWANDAISE POUR L'UNESCO

Kigali, le 13 MARS 1980
N° 09.22/1234

Pour le Ministre

[Handwritten signature]
10/7/80

Monsieur le Ministre de l'Education
Nationale
KICALI

Objet: Procès-Verbal
de la 8e session
ordinaire.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli
le procès-verbal des travaux de la 8e session ordinaire de la
Commission Nationale Rwandaise pour l'Unesco, tenue les 1er et 2
février 1980 à Kigali.

Je vous en souhaite bonne réception et vous
prie d'agréer, Monsieur le Ministre l'assurance de ma très
haute considération.

MANIRAGABA-BALIBUTSA
Président de la Commission Nationale
Rwandaise pour l'Unesco.

Copie pour information à:

Mlle, Monsieur le Membre de
la Commission Nationale Rwandaise
pour l'Unesco (Tous)

M.A./at

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
COMMISSION NATIONALE
RWANDAISE POUR L'UNESCO

PROCES-VERBAL DES TRAVAUX DE LA HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE DE LA COMMISSION NATIONALE RWANDAISE
POUR L'UNESCO.

Kigali, les 1er et 2 février 1980

Répondant à la lettre d'invitation de son Président du 18 janvier 1980, la Commission Nationale Rwandaise pour l'UNESCO a tenu sa 8e session ordinaire les 1er et 2 février 1980 à Kigali

Ont participé à cette session:

- Mr. MANIRAGABA-BALIBUTSA, Président;
- Mr. GASARASI James, Vice-Président,
- Mlle BAZIYAKA Janvière;
- Mr. MUSWAHILI Paulin;
- Mr. NTIGASHIRA Simon;
- Mr. RUGAMBA Cyprien;
- Mr. BAYIGAMBA Adalbert;
- Mr. NDAYIZIGIYE Joseph;
- Mr. IYAMUREMYE Faustin;
- Mr. MUYANGO Pierre-Claver;
- Mr. BALINDA Jean Bosco;
- Mr. IYAMUREMYE Alphonse;
- Mr. SHYIRAMBERE Mathias, Remplaçant le Directeur Général des Affaires;
Politiques au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
- Mr. MVULIRWENANDE, Remplaçant le Directeur de l'Office Rwandais
d'Information.

Seul Mr. SHYIRAMBERE Spiridion fut absent.

A. SEANCE DU 1er FEVRIER 1980

Point 1: Adoption de l'ordre du jour

Les travaux débutèrent à 8h 45' quand le quorum fut atteint.
Le Président présenta l'ordre du jour en vue de son examen.
L'ordre du jour provisoire était conçu comme suit:

1. Adoption de l'ordre du jour;
2. Approbation du Procès-Verbal de la dernière session;

3. Programme d'activités de la Commission Nationale pour l'Unesco pour 1980:
 - a) Organisation de la Journée de l'Unesco au Rwanda et visite du Directeur Général de l'Unesco, Monsieur Amadou-Mahtar M'BOW (du 6 au 9 février 1980):
 - b) Clubs Unesco;
 - c) Séminaire sur la recherche scientifique et sur la conservation de la nature;
 - d) Colloque sur la définition de la politique culturelle;
4. Statut de la Commission Nationale Rwandaise pour l'Unesco;
5. Compte-rendus de missions:
 - a) de Monsieur INSONERE Simon, à la Conférence Mondiale de l'Education;
 - b) de Monsieur NZANYWAYIMANA Anthère, à la Conférence des Commissions Nationales, à Ouagadougou;
 - c) de Monsieur MANIRAGABA-BALIBUTSA à la Conférence des Nations Unies sur la Science et la Technique au service du Développement;
 - d) de Monsieur NKUNDAYEZU Alphonse, au séminaire sur les approches et stratégies de la réforme de l'éducation associée au développement rural, à Madagascar;
6. Collaboration avec les Commissions Nationales Suisse et Ouest-allemande
7. Divers.

Au cours de la présentation de cet ordre du jour, le Président apporta les précisions ci-après:

- Au point 3 a, il fallait commencer par parler de la visite du Directeur Général de l'Unesco avant d'étudier l'organisation de la journée de l'Unesco au Rwanda.
- Le point 5 ne serait pas développé parce que les conférenciers n'étaient pas disponibles.
- Un membre de la Commission avait proposé l'inscription à l'ordre du jour de deux nouveaux points: l'évaluation de la mise en actes de conclusions et recommandations de la 19e Conférence Générale de l'Unesco, l'examen de celles de la 20e; et la programmation des activités pour les sous-commissions.

Les 2 points proposés furent retenus par la Commission, qui décida de les placer aux 3ème et 4ème places de l'ordre du jour, car leur examen préalable permettait une meilleure étude des questions suivantes.

Cela fit que l'ordre du jour adopté se présente ainsi;

1. Adoption de l'ordre du jour;
2. Approbation du Procès-Verbal de la dernière session;
3. L'évaluation de la mise en actes des conclusions et recommandations de la 19e Conférence Générale de l'Unesco et l'examen de celles de la 20e;

4. La programmation des activités pour les sous-commissions
5. Programme d'activités de la Commission Nationale pour UNESCO pour 1980 :
 - a) Visite du Directeur Général de l'Unesco, Monsieur Anadou-Mahtar M'BOW (du 6 au 9 février 1980) et organisation de la Journée de l'Unesco au Rwanda;
 - b) Clubs Unesco;
 - c) Séminaire sur la recherche scientifique et sur la conservation de la nature;
 - d) Colloque sur la définition de la politique culturelle;
6. Statut de la Commission Nationale Rwandaise pour l'Unesco
7. Compte-rendus de missions:
 - a) de Monsieur INSONERE Simon, à la Conférence Mondiale de l'Education;
 - b) de Monsieur NZANYWAYIMANA Anthère, à la Conférence des Commissions Nationales, à Ouagadougou;
 - c) de Monsieur MAHIRAGABA BALIBUTSA, à la Conférence des Nations Unies sur la Science et la Technique au Service du Développement;
 - d) de Monsieur NKUNDAYEZU Alphonse, au Séminaire sur les approches et stratégies de la réforme de l'éducation associée au développement rural, à Madagascar;
8. Collaboration avec les Commissions Nationales Suisse et Ouest-allemande;
9. Divers.

Point 2: Approbation du Procès-Verbal de la dernière session

Introduisant la discussion, le Président signala qu'il ne s'agissait pas eullement d'étudier le Procès-Verbal de la dernière session mais qu'il fallait aussi examiner le Projet de Décret-loi portant création et organisation du Conseil National de Recherche Scientifique et Technique mis au point par le Secrétariat de la Commission à la base des décisions formulées lors de la 7e session.

a) Le Procès-Verbal de la dernière session

Il fut décidé que le Procès-Verbal devait être examiné page par page. Les pages 1 et 2 ne suscitèrent aucune observation. A la page 3, n°5; 1980 fut remplacé par 1978. A la page 4, 15e ligne; un membre fit remarquer que Monsieur MUDENGE-Canisius, qui fut aussi membre de la Sous-Commission pour l'Information, ne figurait pas sur la liste. Il fallait mentionner que Monsieur NYILINKINDI Antoine était venu en remplacement de Monsieur MUDENGE Pierre-Canisius.

A la même page, dernier alinéa; l'assertion d'après laquelle seule la sous-commission de l'Education s'est réunie, et rien qu'une fois, fut trouvée fausse, car cette sous-Commission s'est réunie deux fois, et que la sous-commission pour les sciences sociales, humaines et culture a tenu aussi une réunion.

A la page 10, vers le bas de la page; les représentants des services ministériels et des établissements publics qui mènent des activités de recherche ne sont pas 5, mais 4.

A la page 11 on ajouta au nombre de ceux qui étaient présents à la séance du 20 décembre MM. NTAHOBARI Maurice et MUSWAHILI Paulin.

A la page 11 l'article 4 : "Le Conseil peut constituer un son sein..." fut rectifié et devint "... en son sein"

A la page 12, l'article 8: "Le Conseil est doté d'un Secrétariat permanent dirigé par un fonctionnaire ayant rang de Directeur Général..." fut corrigé et devint:

" Le Conseil est doté d'un Secrétariat permanent dirigé par un fonctionnaire ayant rang de Secrétaire Général..."

A la page 16, g; "... fut rayé un texte" fut changé en : "fut rayé du texte"

A la page 17, avant dernière ligne; il fut précisé que "la séance fut levée" et non "suspendue".

A la ligne suivante, on ajouta "prochaine" entre " la " et " session".

Le Procès-Verbal ainsi corrigé fut adopté.

b. Projet de décret-loi portant création et organisation du Conseil National de Recherche Scientifique et Technique pour le Développement.

La Commission examina d'abord l'exposé des motifs.

Le paragraphe 3 de l'exposé des motifs fut reformulé, car certains des membres trouvaient qu'il n'est pas vrai que le nombre d'institutions de recherche est assez élevé comme il était dit et parce qu'un autre facteur qui concourait aussi à leur inefficacité - à savoir l'insuffisance des moyens financiers-devait être mentionné. La nouvelle formulation est la suivante:

Si la contribution de ces Institutions de recherche au développement du pays laisse à désirer, c'est non seulement par l'insuffisance des moyens financiers alloués, mais aussi par manque de planification et de coordination des activités de recherche scientifique et par l'inexistence d'une diffusion systématique des résultats obtenus dans la vie pratique; ainsi que par le manque de contact avec les industriels et autres responsables des projets de développement."

D'autres mises au point furent faites à l'exposé des motifs à la page 3, aux avant-dernier et dernier paragraphes.

A l'avant dernier paragraphe, deuxième phrase, on ajouta "des" entre "rédaction" et "rapports".

Au dernier paragraphe, l'avant-dernière phrase devint: "Enfin, un fonds spécialement alloué au Conseil destiné à la promotion de la recherche dans les Pays devrait être créé".

Enfin, un membre fit une observation d'ordre général sur l'exposé des motifs: le texte n'était pas lié. Le Secrétariat devra le reformuler.

Le projet de décret-loi fut étudié article par article.

Dans le Préambule, la Commission décida de mettre "Sur proposition de notre Ministre du Plan" à la place de "sur proposition de notre Ministre de l'Education Nationale", car il ne serait pas normal qu'un Ministre propose la création d'un service au sein d'un Ministère dirigé par quelqu'un d'autre.

L'article premier fut enrichi de: "en abrégé le CNRSTD", qui fut placé avant "ci-après désigné" le Conseil".

L'article 2 fut retrouché au début et devint: "Le Conseil a pour mission d'assurer la planification et la coordination de la recherche scientifique en vue du développement. Il est chargé en particulier de..." En outre, vers la fin du même article, le "etc..." qui suivait "la formation des chercheurs" fut supprimé, car les "etc" ne sont pas admis dans les textes de loi.

A l'article 3, le passage indiqué par le troisième trait devint: "le Secrétaire permanent représentant le Ministère du Plan et 4 représentants des services ministériels et des établissements publics qui mènent des activités de recherche."

Les articles 4, 5, 6 et 7 ne subirent aucune modification. L'article 8 fut reformulé comme suit: "Le Conseil est doté d'un Secrétariat Permanent dirigé par un fonctionnaire ayant rang de Secrétaire Général et rattaché au Ministère du Plan. Le Secrétaire Permanent est nommé par le Président de la République sur proposition du Ministre du Plan".

A l'article 9, au 6ème trait, "nettre " remplaça "tenir".

Au 7ème trait, un membre fit observer que "P.V." devait être écrit en toutes lettres.

Une autre activité fut assignée au Secrétaire Permanent. Cette activité, qui est spécifiée à la fin de l'article 9, est celle de "diriger le personnel mis à la disposition du Secrétariat".

Les articles 10 et 11 ne furent pas changés.

Un nouvel article 12 fut créé: "Le conseil adopte son règlement d'ordre intérieur".

A l'ancien article 12, qui devenait alors 13; " émerge du budget" fut changé en "... émerge au budget."

A l'ancien article 13, qui avait pris le n° 14, "... de l'Etat" fut préféré à "... du gouvernement", ce qui fait qu'on a maintenant, à côté du premier trait " les dotations de l'Etat".

Les article 14 et 15 devinrent "Article 15" et "Article 16". L'article 16 acquit le n° 17 et fut spécifié. Il se présente maintenant ainsi: "Le présent décret sort ses effets à la date de sa publication

au Journal Officiel de la République Rwandaise.

Après ces rectifications, le Projet fut adopté.

Comme les documents de travail nécessaires pour l'étude des points 3 et 4 n'étaient pas encore prêts, la Commission attaqua le point 5 de l'ordre du jour.

Point 5. Programme d'activités de la Commission Nationale pour l'Unesco pour 1980.

5. a. Visite du Directeur Général de l'Unesco, Monsieur Amadou-Mahtar M'BOW et organisation de la Journée de l'Unesco au Rwanda.

Le Président informa la Commission que le Directeur Général effectuerait une visite au Rwanda du 6 au 9 février 1980.

Le programme de visite du Directeur Général de l'Unesco prévoyait entre autres une rencontre du Directeur Général avec les membres de la Commission Nationale Rwandaise pour l'Unesco le 6 février à 11h

Le Président précisa qu'au cours de la séance de travail du 6 février, des projets, au nombre de 27, devaient être soumis au Directeur Général de l'Unesco.

Il présenta ces projets à la Commission. Il y en avait pour tous les domaines de la compétence de l'Unesco (Education, Science et Technologie, Culture et Communication). Ces projets avaient été proposés par les services intéressés et concernaient diverses institutions.

La rencontre de Mr. M'BOW avec la Commission Nationale Rwandaise pour l'Unesco se ferait à l'Hôtel des diplomates. Les membres de la Commission seraient présentés au Directeur Général de l'Unesco. Ensuite il y aurait deux allocutions: celle du Président de la Commission et celle de Mr. M.BOW.

Un petit cadeau serait remis au Directeur Général de l'Unesco au nom de la Commission.

La séance fut suspendue à 12h 40.

Les travaux repriront à 15h.

Le Président rappela brièvement ce qui avait été décidé à la session précédente au sujet de la Journée de l'Unesco au Rwanda. Sur le programme de la Journée, il y avait, en plus de l'exposition, une discussion de podium d'une durée de deux heures. Après cette discussion, une réception serait donnée. Des manifestations culturelles clôtureraient la Journée.

Cependant cette journée ne pouvait pas être organisée en février, comme cela avait été projeté, car le Ministère de l'Education était trop sollicité par la préparation de la Conférence des Ministres de l'Education d'expression française prévue pour le mois d'avril. Elle pourrait avoir lieu le 4 mai 1980. Le jour d'ouverture du Colloque sur la définition de la politique culturelle.

Le Président affirma que la Journée de l'Unesco constituait une occasion propice pour la parution du premier numéro du bulletin de la Commission. Cette idée suscita une discussion vive. Cette discussion porta aussi bien sur l'opportunité de lancer le bulletin que sur les modalités pratiques de réalisation du projet.

Certains trouvaient qu'étant donné la modicité du budget de la Commission, les difficultés que rencontrent les revues existantes à s'alimenter en articles, la définition peu claire du projet et le manque de structures adéquates pour sa gestion il fallait, pour commencer, se contenter de la publication d'articles dans des revues existantes, notamment dans "Education et Culture".

La réponse fut que le budget alloué à la Commission était suffisant pour lancer le bulletin, car on serait modeste au début (30 pages stencillées, en 100 exemplaires); que d'autre part le problème d'articles ne se poserait pas car en plus des rapports qui pouvaient être publiés, le Secrétariat recevait régulièrement des communications de l'Unesco qui devaient être portées à la connaissance de la population; que la lenteur de l'imprimerie mettait en cause la fiabilité de "Education et Culture".

Mais l'argument principal était qu'il était nécessaire que la Commission ait un organe d'expression propre qui lui permettrait tant de communiquer avec les amis étrangers qu'avec l'intérieur du pays.

Les tenants de la première position rétorquaient qu'il n'était pas bien d'entreprendre une activité sans garantie d'avenir et de créer un bulletin qui n'aurait pas l'impact voulu sur la population, car avec 100 exemplaires, on risquait de n'informer que les informés.

Finalment, la Commission se mit d'accord sur le principe de procéder par essais. Elle fera paraître une brochure (contenant des articles en français et en Kinyarwanda) chaque fois que ce sera nécessaire, notamment à l'occasion de la Journée de l'Unesco, jusqu'à ce que le moment de faire paraître un bulletin régulier se présente. Entre-temps, le Secrétariat mettra au point un projet précis dans lequel seront détaillés le format, le volume, le tirage, la périodicité, la répartition des rubriques, le coût, les destinataires du bulletin, ainsi que la composition du comité de rédaction.

5.b. Clubs Unesco

A l'occasion de la 6ème session ordinaire, Monsieur MUGAMBIRA Athanase, du Secrétariat de la Commission, avait présenté à cette dernière un projet pour le lancement du mouvement des Clubs Unesco au Rwanda. Les membres de la Commission n'avaient pas voulu donner le feu vert, car ils voulaient d'abord avoir de plus amples informations au sujet des activités entreprises par les Clubs Unesco.

Ces informations leur furent données dans une note que l'auteur du projet leur adressa le 21 juillet 1979.

Le Président souligna l'importance du projet, qui devait permettre à la Commission de rayonner sur la population. La Commission devait prendre une décision à ce sujet, car la question avait trop duré. Le Président demanda ensuite à l'auteur du projet de résumer son texte. Cela fut fait.

La Commission accepta le principe de créer les clubs Unesco au Rwanda. Elle conseilla au Secrétariat de commencer par Kigali, de préférence dans des écoles secondaires. Dans ce but, le Secrétariat mettra au point un programme qui sera soumis à l'approbation de quelques membres de la Commission, avant d'être présenté au Ministre de l'Education Nationale. En outre, une requête devra être présentée sans délai à l'Unesco pour qu'elle accorde l'équipement de base indispensable et l'argent nécessaire à l'organisation d'un Séminaire.

Comme la plupart de ceux des membres de la Commission qui étaient le plus intéressés par le point 5. C étaient momentanément absents, il fut décidé de passer au point 5.d en attendant leur retour.

5. d. Colloque sur la définition de la politique Culturelle

Ce point, précisa le Président, n'avait pas été inscrit pour être discuté, mais plutôt en vue d'informer les membres de la Commission sur l'organisation de ce colloque. L'organisateur de ce colloque est le Ministère de l'Education Nationale. Il aura lieu du 4 au 10 mai 1980. L'Unesco a octroyé une somme de 10.000 dollars en guise d'assistance pour le projet. Un pré-colloque a déjà eu lieu, en vue de la préparation de ce colloque. Il est prévu une série de conférences sur des thèmes variés, conférences à la base desquelles on pourra définir la politique culturelle de notre pays.

Point 3. Evaluation de la mise en actes des conclusions et recommandations de la délégation rwandaise à la 19e Conférence Générale de l'Unesco et l'examen de celles de la 20e .

Le membre de la Commission qui avait proposé l'étude de ce point 3 et du point 4 expliqua à l'Assemblée les raisons qui avaient provoqué son initiative. En effet, affirma-t-il, il fallait que de temps à autre la Commission évalue son action, notamment en examinant dans quelle mesure les recommandations formulées avaient été appliquées.

Quant à ce qui concerne le point 4, l'inactivité des sous-commissions résultait en partie du manque de matière de travail. La Commission pouvait, à la base des recommandations citées plus haut, fournir des tâches aux différentes sous-commissions.

La Commission se pencha d'abord sur les conclusions et recommandations de la délégation à la 19ème Conférence Générale.

1. Piant général

Pour la 1ère recommandation qui demandait à la Commission de préparer sérieusement la participation aux conférences générales de l'Unesco, il fut reconnu que cela n'avait pas été fait.

La 2ème recommandation, relative à la désignation des délégations rwandaises aux Conférences Générales, ne concernait pas la Commission.

En troisième place venait une conclusion de caractère général montrant tout l'intérêt qu'il y a à participer aux travaux de l'Unesco.

La 4ème recommandation, concernant l'affectation de ressortissants rwandais au Secrétariat de l'Unesco, a été exécutée en partie. Il y a actuellement deux rwandais à l'Unesco, MM Gatera et Gatanazi. Il reste 3 postes à occuper. Malgré la difficulté de trouver des candidats, le Ministre de l'Education devrait insister pour que ces postes soient pourvus car notre pays y gagnerait.

La 5ème recommandation, d'après laquelle le Rwanda devrait ratifier ou accepter certaines recommandations de l'Unesco, n'avait été suivie que faiblement, puisque le Rwanda n'est partie qu'à un acte et que seuls deux actes ont été soumis à la Présidence.

Il valait mieux que les sous-commissions fassent un examen général des conventions pour voir celles à recommander afin de permettre à la Présidence de les examiner en même temps. Les accords ayant des implications financières étaient à éviter.

Au sujet de la 6ème recommandation, il fut signalé que le Rwanda a adhéré, depuis 1976, au Conseil International des Archives. Cette adhésion s'est révélée profitable, car non seulement elle a permis la venue d'un expert dans notre pays et l'obtention d'une bourse de stage, mais encore elle a contribué grandement à l'octroi de rayonnages au Service National des Archives par l'Unesco. Les Sous-commissions devront examiner les organisations internationales et voir celles aux-quelles le Rwanda pourrait adhérer.

A propos de la 7ème recommandation, la délégation rwandaise à la 20ème Conférence Générale avait déployé une activité intense.

La 8ème recommandation n'avait pas été jusque là appliquée. La Commission recommanda qu'en ce qui concerne le document 21 C/5, le questionnaire devait être diffusé dans les services concernés, comme cela avait été décidé à la 6ème session de la Commission.

2. Plan particulier

A. Secteur de la culture

1. Elaboration d'une politique culturelle nationale: le Colloque prévu pour Mai 1980 constituait une réponse directe pour cette recommandation.
2. Création d'un Centre culturel national à Kigali: Un projet pour la promotion de l'art et de l'artisanat était en cours.

Un terrain de 1₀ ha avait été obtenu sur le Mont Kigali. Onze pavillons y seront construits.

En plus de ce Centre du Mont Kigali, un Centre Culturel classique pourra toujours être construit en ville.

Toujours dans le cadre de la promotion de l'art, un membre fit part à l'Assemblée du projet de l'Institut National de Recherche Scientifique (I.N.R.S.) d'organiser des expositions périodiques itinérantes. L'I.N.R.S. demandait l'appui de la Commission dans cette entreprise. Le même Institut projetait aussi de tenir une exposition permanente de ses publications dans un local de l'aéroport de Kanombe. La Commission pouvait l'aider à réaliser ce projet en émettant une recommandation.

3. Relance de l'Académie Rwandaise de Culture:

Le projet était en cours de réalisation. Les nouveaux statuts étaient à l'étude à la Présidence de la République.

4. Mise à jour de la législation nationale sur le Droit d'auteur:

Le projet était sur le bon chemin. Un texte avait été transmis aux divers ministères depuis deux ans. En outre, à l'occasion du premier Congrès National des artistes, auteurs, compositeurs et éditeurs rwandais, un expert de l'Unesco et un autre de l'OMPI avaient donné des conseils qui permettaient une réactualisation du document.

De fil en aiguille, la Commission déplora le chevauchement fréquent entre plusieurs services dans le domaine des activités culturelles. Elle constata qu'une réforme radicale s'imposait. Elle pensa que la création d'un organe de coordination, par exemple, pourrait arranger l'affaire.

5. Aide au regroupement des artistes rwandais en une association nationale:

Le Congrès mentionné plus haut constituait un grand pas dans ce sens. L'application des recommandations issues de ce Congrès permettrait la réalisation de cet objectif.

6. Préparation et publication d'un document d'information sur le patrimoine culturel:

Il fut constaté qu'il n'existait aucun document sur l'action culturelle au Rwanda. La Commission chargea la sous-commission pour les sciences sociales, humaines et culture d'étudier la question. Ce document, qui serait une sorte de Guide culturel, serait publié par l'Unesco et serait communiqué à ceux qui en auraient besoin.

7. Demande au Fonds International pour la promotion de la culture d'un financement culturel (Musée national, Bibliothèque, Dépôt d'archives); Un projet élaboré par le Ministère de l'Education Nationale a déjà été transmis à ce Fonds.

Le seul problème pour ce projet, c'est qu'il y est question de construction, alors que le Fonds ne finance pas les constructions. Deux autres projets ont été présentés par le Directeur de l'Institut National de Recherche Scientifique au Directeur du Fonds: un projet de publication de quelques manuscrits sur l'Histoire et la littérature rwandaise et un projet d'enregistrement sur disques et cassettes de quelques chansons rwandaises traditionnelles. Le Directeur du Fonds a accepté de financer un de ces projets; il ne reste à l'I.N.R.S. que de choisir le projet prioritaire.

8. Proposition visant à faire progressivement de l'INRS un centre régional d'études et de recherche pour la tradition orale et les langues africaines, L'Unesco prévoit encore, au cours de la période 1977-1982, la création de deux centres africains analogues à ceux de Niamey, Yaoundé, Zanzibar et Lusaka:

Il fut précisé qu'en formulant cette recommandation, la délégation pensait à un Centre commun au Rwanda, au Zaïre et au Burundi.

Le Président affirma à l'Assemblée que des démarches avaient été entreprises à ce sujet et que l'idée faisait son chemin dans le cadre de la C.E.P.G.L.

9. Renforcement de la Commission nationale pour l'Unesco par la création en son ^{sein} d'un secrétariat permanent doté d'un personnel compétent: Le Projet de modification de l'Arrêté Présidentiel n° 120/IO du 9 juin 1975 portant création et organisation de la Commission Nationale pour l'Unesco, qui devait être étudié par la Commission, constituait une réponse à cette recommandation.

B. Communication

1. Définition de la politique rwandaise dans le domaine de la communication: Rien n'avait été fait. La sous-commission de l'Information devait se mettre sérieusement à la tâche.
2. Mise en oeuvre d'une législation nationale sur le dépôt légal: Un projet avait été étudié et il venait d'y avoir une mission à Butare en vue de finaliser ce projet. Ce projet serait transmis bientôt à la Présidence de la République, avec celui sur la Bibliothèque Nationale.

3. Création d'un réseau de correspondants dans toutes les préfectures afin de renforcer le programme d'informations nationales diffusées par Radio Rwanda et les autres organes de presse:

Un projet soutenu par l'Unesco était en cours de réalisation.

4. Amélioration du réseau de distribution des périodiques publiés par les services publics (éviter l'accumulation des invendus):

Tout était encore à faire.

Conclusion et recommandations de la délégation rwandaise à la 20e Conférence générale de l'Unesco

I. Plan Général.

1. La Commission ne s'attarda pas sur cette recommandation. La question de la représentativité du Rwanda à l'Unesco venait d'être évoquée.
2. L'adhésion aux conventions et recommandations avait été discutée aussi.
3. Les conventions et recommandations pourraient être communiquées aux élèves, notamment au cours des leçons d'éducation civique. Il fallait demander la permission au Ministre de l'Education Nationale.
4. La nécessité d'envoyer à temps les rapports demandés par l'Unesco avait été soulignée précédemment.
5. L'évaluation de la mise en oeuvre des recommandations et des normes internationales, c'est ce que la Commission était entrain de faire.
6. La révision du statut de la Commission devait être faite bientôt.

II. Plan particulier

Secteur de l'éducation

1. La Commission reconnut qu'il y avait un besoin impérieux de créer un organe de coordination des formes d'éducation et d'instruction dans notre pays, car l'éducation était dispensée par plus d'un Services (Ministère de l'Education Nationale, Ministère des Affaires Sociales et du Mouvement Coopératif, Ministère de la Défense...) La création de cet organe n'étant pas de la compétence de la Commission, cette dernière devait adresser une recommandation au service compétent.
2. Le Ministère de l'Education Nationale avait accepté la 2eme recommandation et avait commencé sa mise en application.

3. Il existait un Centre de documentation pédagogique au Ministère de l'Education, mais ce centre était faible. Il fallait qu'il soit renforcé ou qu'on en crée un autre plus efficace.
4. Le manque d'espaces verts fait sentir ses mauvais effets de plus en plus. Les enfants n'ont pas où jouer. Des espaces verts doivent être prévus dans les plans d'urbanisme.
5. La remise en valeur des sports et jeux traditionnels doit être faite par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.
6. La 6ème recommandation était du ressort du Ministère de l'Education Nationale.
7. La Sous-commission de l'éducation devra étudier les modalités de publication d'un ouvrage relatif à l'histoire de l'enseignement au Rwanda. La connaissance de ce qui a été fait est utile pour la décision de nouvelles orientations.
8. A propos de la 8ème recommandation, la Commission avait déjà émis son avis.
9. L'abonnement des écoles aux publications de l'Unesco distribuées gratuitement ne posait aucune difficulté; elle devait être faite sans tarder.

Secteur des sciences exactes et naturelles

1. L'initiative du processus de création d'un Comité National MAB revient à la Commission, mais cette dernière doit agir en consultation des services concernés par l'environnement et la protection de la nature. Le dossier est en cours.
2. Cette deuxième recommandation concernait le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et l'Office Rwandais du Tourisme et des Parcs Nationaux.
3. Le Séminaire prévu sur la recherche scientifique et sur la conservation de la nature était en quelque sorte une mise en application de cette recommandation.

Secteur des sciences sociales

1. Un membre assura la Commission que les droits de l'homme étaient enseignés dans les écoles.

2. Pour répondre à cette recommandation, il fallait, entre autres, répondre aux questionnaires envoyés par l'Unesco, notamment à celui relatif à l'interculturel qui avait été reçu peu auparavant.
3. Le texte de la Déclaration sur la race et les préjugés raciaux adoptée par la 20e session de la Conférence générale de l'Unesco devrait être diffusé. Avant sa diffusion, il faudrait le traduire en Kinyarwanda

Secteur de la Culture et de la Communication

1. Comme cela avait été déjà dit, le projet de définition d'une politique culturelle nationale est à un stade avancé.
2. Le colloque envisagé devait aboutir à quelque chose de ce genre:
3. Lors de l'étude des recommandations de la délégation rwandaise à la 19e Conférence générale, la nécessité d'instituer un organe de coordination des activités culturelles avait été reconnue.
4. Le bureau rwandais du droit d'auteur sera bientôt créé.
5. L'association des artistes rwandais existait depuis quelque temps.
6. Les sous-commissions pour les sciences sociales, humaines et culture et pour l'information devaient étudier ensemble les modalités de mise sur pied des programmes culturels à diffuser, les formules existantes comportant des lacunes.
7. La musique est enseignée dans les écoles primaires. L'enseignement secondaire rénové comprend également des cours de musique dans ses programmes. Il faudrait chercher des bourses d'études de musique dans les conservatoires étrangers.
8. La Commission avait précédemment préconisé des mesures à prendre pour l'établissement au Rwanda d'un centre sous-régional d'étude et de documentation sur les traditions orales et les langues africaines.
9. La Commission avait déjà pris des décisions à propos de cette recommandation.
10. La Charte culturelle de l'Afrique ainsi que la déclaration sur la race et les préjugés raciaux devaient être diffusées dans les écoles secondaires.

II. Des contacts avec l'Office Rwandais d'Information devaient être établis dans ce but.

La séance fut suspendue à 19h. 10'.

B. SEANCE DU 2 FEVRIER 1980

La séance fut ouverte à 8h 30'.

La Commission s'attaqua au point 5.c de l'ordre du jour

Point 5. c. Séminaire sur la recherche scientifique et sur la conservation de la nature

Le Président rappela que lors de la session précédente, la Commission avait trouvé bonne l'idée d'organiser un Séminaire sur la recherche scientifique, de préférence à Kigali. C'est le Ministère de l'Éducation Nationale, avec la Faculté des Sciences de l'Université Nationale du Rwanda qui devaient organiser ce Séminaire. Comme il n'y avait pas encore eu initiative, la Commission pouvait se charger de l'organisation de ce Séminaire.

Le Séminaire en question devait permettre une rencontre entre scientifiques eux-mêmes et les industriels. De ce Séminaire sortirait un projet qui serait soumis pour financement au Fonds intérimaire des Nations Unies. Comme les projets devaient parvenir à ce Fonds au cours de cette année, le Séminaire devait avoir lieu dans les meilleurs délais.

La Commission adopta sans difficultés le principe d'organiser un séminaire, et la discussion ne porta que sur les modalités de, mise en application de ce principe: la date, le lieu, la source des fonds, celui qui devait patronner le Séminaire, le déroulement du Séminaire... La Commission décida de confier à la sous-commission des sciences naturelles l'étude de la possibilité du Séminaire et l'élaboration d'un programme qui serait soumis à l'approbation de la Commission. Ce travail devra être terminé bientôt pour que le Séminaire puisse être tenu avant les vacances d'été.

Point 4. Programmation des activités pour les sous-commissions

Certaines des sous-commissions avaient des projets précis à poursuivre. C'était le cas pour la sous-commission des sciences exactes et naturelles, qui devait non seulement s'occuper du Séminaire dont il est mention plus haut, mais aussi envisager un autre séminaire sur l'environnement pour 1981 et préparer le Statut du Comité National MAB.

Par contre, d'autres sous-commissions semblaient n'avoir rien à faire. C'est pourquoi il fallait que chaque sous-commission dresse un programme qui, de préférence, couvrirait tout le mandat (3ans) des membres nommés. Ces programmes d'activités s'inspireraient notamment des recommandations des délégations rwandaises aux 19ème et 20ème Conférences Générales de l'UNESCO.

Point 8. Collaboration avec les Commissions Nationales suisse et ouest-allemande.

Les relations entre ces deux Commissions et la nôtre étaient à un stade avancé. Ces Commissions étaient prêtes à nous aider si des projets précis leur étaient soumis. La Commission ouest-allemande avait déjà débloqué une somme de 3000 - 4000 D.M. pour la documentation sur le Rwanda qui se trouve en Allemagne Fédérale.

Un contact direct ^{/devait} être préalablement établi en vue de la présentation des projets de demande d'assistance. C'est pourquoi il fallait inviter les Secrétaires généraux de ces deux Commissions à venir au Rwanda. Un programme de collaboration à leur soumettre devait être préparé et leur être présenté lors de leur visite.

Le Secrétaire général de la Commission suisse, Mr Müller, serait invité pour juin 1980, car dans les mois suivants, leur Commission est trop occupée.

Il séjournerait au Rwanda pendant 7 ou 8 jours. Le Gouvernement rwandais pourvoirait à son logement et à ses déplacements, pour faire un geste.

Il s'entretiendrait avec certains membres de la Commission au sujet des domaines et des modalités de collaboration entre nos deux Commissions. La Commission Nationale Rwandaise pour l'Unesco demanderait à la Commission suisse, entre autres :

- la fourniture de documents pour notre centre de documentation;
- le financement d'un stage en suisse pour un membre du Secrétariat;
- l'assistance matérielle pour la consolidation du mouvement des Clubs Unesco au Rwanda;

- L'édition en suisse de livres ou brochures en Kinyarwanda destinés au public rwandais;
- la publication dans la presse suisse d'articles écrits par des rwandais au sujet des projets appuyés par l'Unesco ou la Suisse au Rwanda;
- la consultation entre les deux Commissions au sujet du Projet de programme et de budget de l'Unesco;
- l'échange régulier d'informations entre nos deux Commissions sur les questions d'intérêt commun.

Au cours de son séjour, le Secrétaire Général de la Commission suisse pourrait visiter Trafipro à Kigali, l'Université Nationale du Rwanda, l'Institut Pédagogique National, l'Institut National de Recherche Scientifique, l'Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda, le Parc National de l'Akagera et le Projet Pilote Forestier de Kibuye.

Un protocole d'accord sur la coopération entre nos deux Commissions serait signé avant le retour du visiteur dans son pays.

Quant au Secrétaire général de la Commission allemande pour l'Unesco il serait invité pour février 1981. La collaboration entre les Commissions suisse et allemande était en effet telle que le suisse ne manquerait pas d'informer son homologue allemand de sa visite au Rwanda.

Le programme de son séjour serait le même que celui de Müller à part que l'Allemand n'irait pas à Kibuye mais visiterait plutôt l'Imprimerie Scolaire et un projet de Nyabisindu qui est soutenu par l'Allemagne.

En plus les projets soumis au Secrétaire Général suisse il serait demandé à la Commission ouest-allemande:

- de nous payer une mission en République Fédérale Allemande pour l'évaluation des documents allemands relatifs à l'Histoire du Rwanda pendant la colonisation allemande;
- de nous livrer ces documents ou leurs copies ainsi qu'un équipement adéquat pour leur gestion;
- d'acheter pour notre Commission un véhicule de type Combi, une photocopieuse, une stencileuse, un projecteur de films et un projecteur de diapositives.

D'autres projets, comme l'installation au Rwanda de l'Institut Léo Frobenius, seraient présentés à cette Commission plus tard, quand nos relations seraient devenues plus solides.

Il fut recommandé au Secrétariat de préparer les projets de protocoles d'accord sur la coopération entre notre Commission et les Commissions suisse et allemande.

Comme le temps manquait pour l'étude du Statut de la Commission Nationale Rwandaise pour l'Unesco et que vu son urgence, le sujet ne pouvait pas attendre la session ordinaire suivante, la Commission décida de tenir une réunion extraordinaire le 27 février 1980 à partir de 9h 30'.

Les travaux furent clôturés à 12h.

Kigali, le 15 février 1980

Le Président de la Commission
Nationale Rwandaise pour l'Unesco,
MANIRAGABA-BALIBUTSA

Le Rapporteur,
MUGAMBIKA Athénase.